



EN APPLICATION DE :

- ▶ Convention Collective Nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1er juillet 2004 (art 18g + termes exclus de l'arrêté d'extension),
- ▶ Loi n°78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation (article 5 de l'accord annexé),
- ▶ Articles R421-23, à 26 et L423-8 et 24 du code de l'action sociale et des familles



A SUSPENSION D'AGRÉMENT

Définition	En cas d'urgence, le Président du Conseil général peut suspendre l'agrément. Durant une période de suspension d'agrément, l'assistant maternel ne peut plus exercer sa profession d'assistant maternel
Procédure	L'assistant maternel reçoit la décision motivée de suspension d'agrément. Les parents-employeurs sont prévenus immédiatement par le Département. Il convient de signaler que les services départementaux contactent les parents dont les enfants sont inscrits sur la fiche-navette que doit remplir et actualiser l'assistant maternel
Durée	La durée maximale d'une suspension est de 4 mois. A l'échéance de la suspension, l'agrément reprend son cours s'il n'est pas retiré. Il peut également être modifié
Exemples de cas de suspension	<ul style="list-style-type: none"> ▶ un assistant maternel vient de déménager, son nouveau logement comporte des éléments de danger (piscine accessible aux enfants, escaliers à protéger, terrain à sécuriser). Une mesure de suspension est décidée afin de permettre à l'assistant maternel de faire les travaux nécessaires, ▶ un assistant maternel est soupçonné de maltraitance, ces faits de maltraitance ont été signalés au Procureur de la République. L'agrément est suspendu....



E RETRAIT D'AGRÉMENT

Définition	Si les conditions d'accueil chez un assistant maternel ne garantissent plus la santé, la sécurité et l'épanouissement des enfants accueillis, le Président du Conseil général peut, après avis de la Commission Consultative Paritaire Départementale (CCPD), prendre une décision de retrait d'agrément.
Procédure	<p>La CCPD comprend, en nombre égal, des représentants du Département et des représentants des assistants maternels et familiaux agréés résidant dans le département.</p> <p>L'assistant maternel concerné par une proposition de retrait d'agrément est informé des motifs de la décision envisagée à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations écrites ou orales devant la CCPD, et ce au moins quinze jours avant la date de la CCPD. La liste des représentants des assistants maternels et assistants familiaux siégeant à la CCPD lui est également transmise.</p> <p>Après l'avis consultatif rendu par la CCPD, le Président du Conseil général prend une décision motivée de retrait, de maintien ou de restriction d'agrément. Cette décision est immédiatement transmise à l'assistant maternel. Les parents-employeurs inscrits sur la fiche navette (remplie et actualisée par l'assistant maternel) sont également informés.</p>
Durée	La personne, qui a fait l'objet d'un retrait d'agrément d'assistant maternel, ne peut plus exercer la profession d'assistant maternel
Exemples de cas de suspension	<ul style="list-style-type: none"> ▶ un assistant maternel qui a laissé seuls des enfants, ▶ un assistant maternel qui a dépassé sa capacité d'accueil, ▶ un assistant maternel qui n'a pas eu les réactions appropriées suite aux blessures d'un enfant accueilli, ▶ un assistant maternel qui exerce une seconde activité professionnelle incompatible avec les obligations d'assistant maternel, ▶ un assistant maternel suspecté de mauvais traitements vis-à-vis d'un enfant accueilli...

Ces fiches pratiques donnent une information synthétique. Les informations fournies n'ont pas de valeur légale ou réglementaire.

Directe Nouvelle-Aquitaine
Unité Départementale 64



C ONSEQUENCES SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL

L'employeur n'est pas responsable de la rupture du contrat de travail.

La suspension ou le retrait de l'agrément s'impose au salarié et à l'employeur qui ne peut plus confier son enfant au salarié.

P ROCEDURE OBLIGATOIRE A EFFECTUER PAR L'EMPLOYEUR

Information	L'assistant maternel doit informer son ou ses employeur(s) de toutes modifications d'agrément et de conditions d'accueil.
Lettre de rupture par l'employeur	L'employeur doit signifier par lettre recommandée avec accusé de réception : le retrait forcé de l'enfant entraînant la rupture du contrat de travail à la date de notification de la suspension ou du retrait de l'agrément par le Conseil Général..
Rupture immédiate	Le contrat se trouve rompu sans préavis du seul fait de la suspension ou du retrait d'agrément
Indemnités de rupture	Elle n'est pas due
Documents et sommes à remettre à la rupture du contrat	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Salaire pour la partie effectuée + régularisation s'il y a lieu, ▶ Indemnité de congés payés restant dus, ▶ Bulletin de salaire correspondant, ▶ Certificat de travail, ▶ Attestation d'assurance chômage / Pôle Emploi. <p><i>Facultatif : Reçu pour solde de tout compte (libératoire s'il n'est pas dénoncé dans les 6 mois suivant sa signature),</i></p>

C ONSEQUENCES EN CAS DE POURSUITE DU CONTRAT D'ASSISTANT MATERNEL SANS AGREMENT

Assistant maternelle	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le fait d'accueillir à son domicile moyennant rémunération des mineurs sans agrément est puni de 3 mois d'emprisonnement et de 3 750€ d'amende (art L421-12 et L321-4 du code de l'action sociale et des familles). ▶ Infraction de travail dissimulé par dissimulation d'activité (art L8221-3 du code du travail)
Parents employeurs	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Droit du travail, contrat de travail et convention collective spécifiques aux assistants maternels inapplicables, ▶ Arrêt du versement des aides de la CAF, ▶ Infraction de travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié (art L8221-5 du code du travail)